



**MINISTÈRE
DU BUDGET**

RAPPORT D'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES 2024 AU PREMIER SEMESTRE

Doc.n° **3**

Kinshasa
Septembre 2024

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES ACRONYMES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
INTRODUCTION	4
I. CONTEXTE D'ELABORATION ET D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2024	5
I.1 Contexte d'élaboration	5
I.2 Structure de la Loi de finances 2024	6
I.3 Contexte d'exécution de la Loi de finances à fin juin 2024.....	7
II. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL AU PREMIER SEMESTRE 2024	10
1.1. Recettes mobilisées.....	10
1.1.1. Recettes du Budget Général.....	11
1.1.2. Recettes des Budgets annexes	20
1.1.3. Recettes des Comptes spéciaux	21
II.2. Dépenses exécutées	22
2.3. Solde budgétaire	29
III. EXECUTION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL (PDL-145T)	30
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	32

LISTE DES ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BPO	: Budget Pour Ordre
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
COFED	: Cellule d'appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Préparation Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
PDL-145 T	: Programme de développement Local de 145 Territoires
PGAI	: Plateforme de Gestion de l'Aide des Investissements
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTR	: Plan de Trésorerie
RDC	: République Démocratique du Congo
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Structure du budget du Pouvoir central en 2024
Tableau 2	Evolution des indicateurs macroéconomiques 2020-2024
Tableau 3	Recettes du Budget du Pouvoir central à fin juin 2024
Tableau 4	Recettes des douanes et accises à fin juin 2024
Tableau 5	Recettes des impôts à fin juin 2024
Tableau 6	Recettes DGRAD à fin juin 2024
Tableau 7	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2024
Tableau 8	Recettes exceptionnelles à fin juin 2024
Tableau 9	Recettes extérieures à fin juin 2024
Tableau 10	Dépenses des Budgets annexes à fin juin 2024
Tableau 11	Dépenses des Comptes spéciaux à fin juin 2024
Tableau 12	Dépenses du Budget général par rubrique à fin juin 2024
Tableau 13	Fonds reçus par les agences (en usd)
Tableau 14	Utilisation des fonds reçus par les agences (en usd)
Tableau 15	Taux d'exécution physique des travaux par agence
Tableau 16	Taux d'achèvement des ouvrages par agence

INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur l'exécution de La loi de finances 2024 au cours du premier semestre. Il figure parmi les documents accompagnant le projet de loi de finances de l'année, conformément à l'article 79 en son point 3 de la LOFIP, et s'inscrit dans le cadre de la transparence de la gestion des finances publiques.

Ce document se fonde sur les statistiques de la Chaîne informatisée de la dépense publique et des Administrations financières, en lien avec le Plan de Trésorerie du secteur public. Il intègre également les statistiques des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux.

Outre l'introduction et la conclusion, ce rapport s'articule autour des trois points ci-après :

- Contexte d'élaboration et d'exécution de la Loi de finances 2024 ;
- Exécution de la Loi de finances 2024 à fin juin et l'analyse du solde budgétaire ;
- Exécution du programme de développement local (PDL-145T).

I. CONTEXTE D'ELABORATION ET D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2024

I.1 Contexte d'élaboration

En dépit d'un environnement macroéconomique difficile, notamment du fait de la crise humanitaire dans l'Est du pays, la Loi de finances 2024 a été élaborée dans un contexte caractérisé par :

Sur le plan politique et sécuritaire :

- l'installation du Gouvernement SAMA LUKONDE II ;
- l'organisation des élections générales (présidentielle, législatives, provinciales et municipales) tenues en décembre 2023;
- la prorogation de l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ;
- la persistance de la situation sécuritaire tendue à l'Est du pays suite à l'agression du Rwanda et ses supplétifs sous couvert du M23, ainsi que le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth dans la Province de Mai-Ndombe ;

Sur le plan sanitaire et humanitaire :

- la poursuite de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 dans sa sixième vague et la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

Sur le plan économique, financier et social :

- le satisfecit obtenu à travers la conclusion positive de la 4^{ème} revue avec le FMI qui a permis au Gouvernement congolais d'obtenir un appui budgétaire avec l'approbation de l'accord au titre de la FEC, occasionnant le décaissement immédiat de **216,9 millions de dollars** pour renforcer les réserves internationales ;
- la poursuite de la mise en œuvre du programme de développement local de 145 territoires (PDL-145T) ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale provoqué par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont notamment la surchauffe sur le marché de change ayant entraîné la flambée des prix sur le marché des biens

et services, impliquant ainsi la mise en œuvre et le renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles ;

- l'organisation des jeux de la francophonie ;
- les balais diplomatiques pour la sortie de la crise à l'Est du pays ;
- le moratoire pour le basculement au budget-programme ;
- les préparatifs de la participation des léopards séniors à la CAN 2024 en Côte d'Ivoire ;
- la signature des accords entre le Gouvernement et l'INAP pour la mécanisation de 50.000 nouvelles unités et l'augmentation du salaire de base des agents et fonctionnaires de l'Etat, des ministères de la santé publique, de l'EPSP et de l'ESU.

La loi de finances 2024 a été élaborée sur base des principaux indicateurs macroéconomiques suivants :

Taux de croissance du PIB	: 6,8% ;
Déflateur du PIB	: 9,9 ;
Taux d'inflation moyen	: 12,3% ;
Taux d'inflation fin période	: 11,5% ;
Taux de change moyen	: 2.259,06 FC/USD ;
Taux de change fin période	: 2.501,20 FC/USD ;
PIB nominal	: 157.329,67 milliards de FC ;
PIB réel	: 15.913,27 milliards de FC ;
Pression fiscale/Budget du Pouvoir central	: 14,1% .

I.2 Structure de la Loi de finances 2024

Le budget du pouvoir central pour l'exercice 2024 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à 40.986,0 milliards de FC, soit un taux d'accroissement de 26,3% par rapport à la Loi de l'exercice 2023 chiffrée à 32.456,8 milliards de FC.

La structure de la Loi de finances 2024 se présente de la manière suivante :

Tableau 1 : Structure du budget du Pouvoir central en 2024

N°	Rubrique	BUDGET 2024
I.	RECETTES	40 986 032 619 226
I.1.	BUDGET GENERAL	37 366 273 942 286
1	RECETTES INTERNES	25 446 640 436 351
2	RECETTES EXTERIEURES	11 919 633 505 936
I.2.	BUDGETS ANNEXES	720 420 000 000
I.3.	COMPTES SPECIAUX	2 899 338 676 940
II.	DEPENSES	40 986 032 619 226
II.1.	BUDGET GENERAL	37 366 273 942 286
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 740 544 324 098
4	BIENS ET MATERIELS	484 886 603 752
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 065 523 101 873
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	5 823 419 283 581
II.2.	BUDGETS ANNEXES	720 420 000 000
II.3.	COMPTES SPECIAUX	2 899 338 676 940
III	SOLDE	0

Source : Loi de finances de l'exercice 2024

I.3 Contexte d'exécution de la Loi de finances à fin juin 2024

L'exécution de Loi de finances de l'exercice 2024 a été marquée notamment par :

Sur le plan politique et sécuritaire :

- la prestation de serment du président de la république, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO pour un deuxième mandat ;
- la démission et l'expédition des affaires courantes du Gouvernement SAMA LUKONDE II ;
- la nomination et l'investiture du Gouvernement SUMINUA à l'Assemblée Nationale ;

- la poursuite de la guerre à l'Est du pays et l'installation des institutions issues des élections de décembre 2023 au niveau national, la poursuite de la guerre russo-ukrainienne au niveau international et de ses effets collatéraux sur l'économie mondiale.
- l'installation du bureau d'âge dans les deux chambres du Parlement ;
- l'installation du bureau définitif de l'Assemblée Nationale ;
- la prorogation de l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ;
- le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth dans la Province de Mai-Ndombe.

Sur le plan humanitaire :

- la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

Sur le plan économique, financier et social :

- le satisfecit obtenu à travers la conclusion positive de la 6ème revue du Programme économique conclu entre le Gouvernement et le FMI, permettant d'obtenir un appui budgétaire avec l'approbation de l'accord au titre de la FEC ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale provoqué par la persistance de la guerre russo-ukrainienne et le déclenchement du conflit au Moyen-Orient dont les effets néfastes sont notamment la surchauffe sur le marché de change ayant entraîné la flambée des prix sur le marché des biens et services avec les perturbations du commerce international, impliquant ainsi la mise en œuvre et le renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles.

A fin juin 2024, les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques ont évolué de la manière ci-après :

Tableau n°2 : Evolution des indicateurs macroéconomiques 2020-2024

Cadrage macroéconomique	2020	2021	2022	2023	2024	
	Hist.	Hist.	Hist.	Hist.	LF	Actualisé
Taux de croissance	1,7%	6,2%	8,9%	8,6%	6,4%	5,4%
Déflateur PIB	7,0	8,1	8,9	10,1	10,6	11,8
Taux d'inflation moyen	10,2%	10,6%	9,3%	20,2%	10,9%	17,5%
Taux d'inflation fin période	15,76%	5,4%	13,1%	23,7%	10,4%	11,3%
Taux de croissance mine	9,71%	8,1%	21,90%	18,17%	4,95%	8,82%
Taux change moyen (FC/USD)	1 851,5	1 985,9	2 008,4	2 329,2	2 518,3	2 802,8
Taux change fin période (FC/USD)	1 971,8	2 000,0	2 016,9	2 673,5	2 535,5	2 932,1
PIB réel en milliards FC	12 880,3	13 678,9	14 899,7	16 175,2		17 059,9
PIB nominal en milliards FC	90 181,0	110 114,7	132 063,7	163 777,4	179 338,3	201 905,2

Source : Note de cadrage macroéconomique, CPCM, 2024

II. ETAT D'EXECUTION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL AU PREMIER SEMESTRE 2024

Le maintien d'une politique macroéconomique prudente, a permis d'améliorer la mobilisation des recettes domestiques, lesquelles demeurent sensibles aux fluctuations des cours internationaux des matières premières.

L'exécution du budget à fin juin 2024 renseigne un niveau des recettes de **17.200,2 milliards de FC** et des dépenses de **12.721,9 milliards de FC**, ce qui dégage un solde positif de **4.478,3 milliards de FC**.

1.1. Recettes mobilisées

Les recettes publiques mobilisées à hauteur de **17.200,2 milliards de FC** renseignent un taux de réalisation de **83,9%** par rapport aux assignations de l'ordre de **20.493,0 milliards de FC** de six premiers mois ventilées comme suit :

- Budget général : **16.902,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **90,5%** par rapport à la prévision d'un import de **18.683,1 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **22,0 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **6,1%** par rapport aux assignations de **360,2 milliards de FC**;
- Comptes spéciaux **275,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **19,0%** par rapport aux assignations de **1.449,7 milliards de FC**.

Le tableau 3 ci-après indique les niveaux de réalisation des recettes par grande nature.

Tableau 3 : Recettes du Budget du Pouvoir central à fin juin 2024

N°	GRANDE NATURE	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	BUDGET GENERAL	37 366 273 942 287	18 683 136 971 143	16 902 461 793 753	90,5
I.1	RECETTES INTERNES	25 446 640 436 351	12 723 320 218 176	13 278 845 385 456	104,4
	RECETTES COURANTES	24 565 225 268 384	12 282 612 634 192	12 525 307 385 456	102,0
	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)	6 126 062 611 808	3 063 031 305 904	2 802 152 000 000	91,5
	Recettes des Impôts (DGI)/ HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	13 812 443 978 350	6 906 221 989 175	7 115 553 000 000	103,0
	RECETTES NON FISCALES	<u>4 002 571 979 010</u>	<u>2 001 285 989 505</u>	<u>2 249 722 743 564</u>	<u>112,4</u>

N°	GRANDE NATURE	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
	DGRAD/ Hors Pétroliers	3 844 572 136 687	1 922 286 068 343	1 901 211 365 945	98,9
	Autres Recettes /DGRAD	157 999 842 324	65 833 267 635	348 511 377 619	441,2
C.	PETROLIERS PRODUCTEURS	624 146 699 215	312 073 349 607	357 879 641 892	114,7
	<i>DGI</i>	<i>204 042 705 363</i>	<i>102 021 352 681</i>	<i>118 280 007 837</i>	<i>115,9</i>
	<i>DGRAD</i>	<i>420 103 993 852</i>	<i>210 051 996 926</i>	<i>239 599 634 055</i>	<i>114,1</i>
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	881 415 167 967	440 707 583 984	753 538 000 000	171,0
I.2	RECETTES EXTERIEURES	11 919 633 505 936	5 959 816 752 968	3 623 616 408 297	60,8
	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	473 267 902 229	236 633 951 114	471 649 000 000	199,3
	Emprunt programme	267 168 976 276	133 584 488 138	0	0,0
	Dons budgétaires	206 098 925 953	103 049 462 976	471 649 000 000	457,7
	<i>Banque Mondiale</i>	<i>206 098 925 953</i>	<i>103 049 462 976</i>	<i>434 392 000 000</i>	<i>421,5</i>
	<i>Allocations DTS</i>			<i>37 257 000 000</i>	
	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	11 446 365 603 707	5 723 182 801 854	3 151 967 408 297	55,1
	Dons projets	7 519 436 140 572	3 759 718 070 286	1 003 994 011 174	26,7
	Emprunts projets	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	2 147 973 397 123	109,4
II.	BUDGET ANNEXES	720 420 000 000	360 210 000 000	22 010 824 357	6,1
III.	COMPTES SPECIAUX	2 899 338 676 940	1 449 669 338 470	275 683 203 677	19,0
	TOTAL RECETTES	40 986 032 619 227	20 493 016 309 614	17 200 155 821 787	83,9

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2024

1.1.1. Recettes du Budget Général

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2024 sont constituées des recettes internes de l'ordre de **13.278,8 milliards de FC** et des recettes extérieures de **3.623,6 milliards de FC**.

1.1.1.1. Recettes internes du Budget

Les recettes internes mobilisées à fin juin 2024 ont affiché un taux de réalisation de **104,4%** par rapport à leurs assignations de la période. Elles sont constituées des recettes courantes et des recettes exceptionnelles.

Ces recettes courantes renseignent un taux de réalisation de 102,0% au regard de leurs assignations de six premiers mois fixées à 12.282,6 milliards FC et comprennent les recettes des douanes et accises, les recettes des impôts, les recettes non fiscales ainsi que les recettes des pétroliers producteurs.

a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2024 se chiffrent à **2.802,2 milliards de FC**. Comparées à leurs assignations de six premiers mois évaluées à **3.063,0 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **91,5%**.

Elles sont constituées de :

- la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation de l'ordre de **994,9 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **1.006,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **98,8%** ;
- droits d'accises : **690,8 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **935,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **73,9%** ;
- droits de douanes et autres droits à l'importation: **1.101,7 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **902,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **122,1%** ;
- taxes à l'exportation : **8,3 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **33,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **25,0%**;
- amendes et pénalités : **6,4 milliard de FC** contre une prévision de six mois de **185,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **3,4%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	Impôts généraux sur les biens et services	2 013 646 504 884	1 006 823 252 442	994 985 477 060	98,8
II.	Droits d'accises	1 870 553 184 537	935 276 592 269	690 791 119 919	73,9
	Intérieur	1 424 415 375 403	712 207 687 701	460 679 320 044	64,68
	Importation	446 137 809 134	223 068 904 567	230 111 799 875	103,16
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 804 745 503 836	902 372 751 918	1 101 661 121 184	122,08
	Droit de Douane	1 804 724 203 662	902 362 101 831	1 101 661 121 184	122,09

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
	Autres Droits	21 300 174	10 650 087	0	0,00
IV.	Taxes à l'exportation	66 696 975 892	33 348 487 946	8 338 470 411	25,0
	Sortie minerais	43 968 395 877	21 984 197 939	1 296 212 580	5,90
	Produits agricoles	22 728 580 015	11 364 290 008	7 042 257 831	61,97
V.	Amendes et pénalités	370 420 442 659	185 210 221 330	6 375 811 426	3,4
	TOTAL	6 126 062 611 808	3 063 031 305 904	2 802 152 000 000	91,5

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2024

Le niveau de réalisations observé sur les recettes de douanes et accises est dû aux facteurs ci-après :

- la prise en compte dans le régime des droits communs de la perception des actes liés aux droits de douanes et de la TVA sur l'importation des produits pétroliers par les sociétés minières qui devraient en principe être régies par les droits préférentiels sur certains produits ;
- la poursuite de la mise en œuvre effective du système de traçabilité des produits soumis aux droits d'accises (STDA) ;
- la prise en charge par l'Etat d'une partie de la fiscalité pétrolière ;
- l'existence d'un contentieux entre la DGDA et la SNEL sur le reversement des droits de douane payés lors de l'importation de l'électricité par des sociétés minières.

b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2024 se chiffrent à **7.115,6 milliards de FC**. Par rapport aux assignations de six mois de **6.906,2 milliards de FC**, elles accusent un taux de réalisation de **103,9%**.

Elles sont ventilées comme suit :

- Impôts professionnels sur les rémunérations : **1.512,6 milliards de FC** contre une prévision de **1.371,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **110,3%**;
- Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers :

3.689,0 milliards de FC contre une prévision de **3.758,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **98,1%** ;

- Impôts et taxes sur les biens et services : **1.780,9 milliards de FC** contre une prévision de **1.647,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **108,1%**;
- Autres recettes : **133,0 milliards de FC** contre une prévision de **127,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **104,0%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Recettes des impôts à fin juin 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	2 743 878 403 600	1 371 939 201 800	1 512 611 428 586	110,3
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	1 263 438 172 387	631 719 086 194	842 875 217 814	133,4
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	412 568 011 027	206 284 005 514	89 365 692 988	43,3
	<u>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics</u>	<u>199 570 928 188</u>	<u>99 785 464 094</u>	<u>112 079 645 628</u>	<u>112,3</u>
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	167 854 561 634	83 927 280 817	94 109 174 093	112,13
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	31 716 366 554	15 858 183 277	17 970 471 535	113,3
	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	437 573 357 857	218 786 678 929	212 046 724 465	96,9
	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	430 727 934 141	215 363 967 071	256 244 147 692	119,0
II	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	7 517 387 391 819	3 758 693 695 909	3 689 028 692 924	98,1
	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	5 802 179 957 128	2 901 089 978 564	2 965 800 112 305	102,2
	Impôts spécial sur les profits excédentaires	910 613 976 227	455 306 988 114	16 665 224 221	3,7
	Impôts sur les plus-values de cessions d'actions ou de parts sociales			15 542 000 100	
	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	18 576 332 624	9 288 166 312	13 909 741 208	149,76

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL.
	Impôt professionnel sur les prestations de services de non-résidents	298 536 582 718	149 268 291 395	204 020 875 783	136,7
	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	487 480 543 122	243 740 271 561	473 086 965 858	194,1
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	3 295 368 060 869	1 647 684 030 435	1 780 897 091 394	108,1
	Taxe sur la Valeur Ajoutée	3 295 368 060 869	1 647 684 030 435	1 780 897 091 394	108,1
IV.	AUTRES RECETTES	255 810 122 062	127 905 061 031	133 015 787 096	104,0
	Immatriculations automobiles	6 776 480 681	3 388 240 341	1 814 957 839	53,6
	Vente des imprimés	1 838 466 218	919 233 109	307 831 542	33,5
	Amendes et pénalités	247 195 175 163	123 597 587 582	130 892 997 715	105,9
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	13 812 443 978 350	6 906 221 989 175	7 115 553 000 000	103,0

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2024

Le niveau des réalisations observé sur les recettes des impôts est dû aux facteurs ci-après :

- ✓ la non-exécution de la mesure relative aux factures normalisées et aux dispositifs électronique fiscaux ;
- ✓ le basculement de la demande des plaques d'immatriculation des véhicules du mode normal vers la numérisation est confronté aux difficultés liées à la non maitrises de l'outil informatique ainsi qu'à l'accès aux réseaux de télécommunication ;
- ✓ la faible déclaration des superprofits dont l'impact s'est fait sentir notamment sur l'Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires (ISPE) ;
- ✓ la régularisation relative au paiement de l'IPR sur les primes permanentes de juillet à décembre 2023 captées par le Ministère du Budget ;
- ✓ l'encadrement des échéances de déclarations et à l'exploitation des données de recoupement obtenu auprès de la DGM et au recouvrement du solde débiteur ;
- ✓ le paiement significatif du solde de l'IBP à l'échéance au 30 avril 2024 consécutifs aux bons résultats dégagés par les entreprises à fin décembre 2023, à l'effet dissuasif de l'obligation de certification des états

financiers des entreprises par l'ONEC, et le recouvrement d'une partie du solde débiteur ;

- ✓ le paiement exceptionnel effectué par l'entreprise KAMPEMBA CORPORATION SA, qui a cédé ses parts sociales à la société KAMOA.

c. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD réalisées à fin juin 2024 se situent à **1.901,2 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **1.922,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **98,9%**. Les autres recettes non fiscales mobilisées au cours de la période sous examen se chiffrent à **348,5 milliards des CDF**, ramenant les recettes non fiscales à **2.249,7 milliards des CDF**.

Tableau 6 : Recettes DGRAD à fin juin 2024

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 338 557 853 806	669 278 926 903	628 609 930 518	93,9
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	3 411 707 568	1 705 853 784	62 405 543	3,7
22	AFFAIRES ETRANGERES	65 898 226 770	32 949 113 385	22 135 728 938	67,2
25.a	INTERIEUR ET SECURITE	5 656 160 000	2 828 080 000	780 088 798	27,6
25.b	INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	22 327 168 600	11 163 584 300	4 117 651 552	36,9
29	ECONOMIE NATIONALE	16 596 386 477	8 298 193 239	1 370 316 751	16,5
30	FINANCES	27 565 241 914	13 782 620 957	10 293 339 946	74,7
31	BUDGET	1 129 753 655	564 876 828	469 169 481	83,1
32	PLAN	110 089 314	55 044 657	163 249 547	296,6
37	SANTE	212 315 934 943	106 157 967 472	185 733 979 041	175,0
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	13 335 757 720	6 667 878 860	1 012 315 357	15,2
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	24 418 168	12 209 084	6 397 598	52,4
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 809 323 994	904 661 997	1 623 174 665	179,4
44	AGRICULTURE	61 706 044 877	30 853 022 438	7 695 463 898	24,9
46	INDUSTRIE	33 963 567 790	16 981 783 895	13 053 590 840	76,9
47	COMMERCE EXTERIEUR	65 307 073 900	32 653 536 950	42 803 090 037	131,1
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	40 255 005 075	20 127 502 538	14 182 836 612	70,5
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	96 284 556 323	48 142 278 161	10 015 885 944	20,8

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
52	AUTORITE DE REGULATION DES PTT	141 232 199 140	70 616 099 570	97 268 391 721	137,7
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	360 000 000 000	180 000 000 000	160 674 871 842	89,3
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	3 357 969 297	1 678 984 648	199 300 913	11,9
57	TOURISME	4 108 655 700	2 054 327 850	1 001 014 832	48,7
58	CULTURE ET ARTS	4 059 636 459	2 029 818 230	864 327 288	42,6
60	SPORTS ET LOISIRS	3 010 153 337	1 505 076 669	1 012 677 818	67,3
62	EMPLOI ET TRAVAIL	87 383 035 243	43 691 517 622	27 720 199 365	63,4
63	PREVOYANCE SOCIALE	12 113 202 900	6 056 601 450	56 127 084	0,9
64	AFFAIRES SOCIALES			3 291 162	
82	PECHE ET ELEVAGE	18 607 090 500	9 303 545 250	1 154 144 457	12,4
86	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION (DGM)	35 542 713 556	17 771 356 778	23 136 899 486	130,2
90	ENTREPREUNARIAT,PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1 446 780 585	723 390 293		
II.	RECETTES JUDICIAIRES	152 059 351 879	76 029 675 939	39 590 339 888	52,1
34	JUSTICE, GARDE DES SCEAUX ET DROITS HUMAINS	9 387 969 407	4 693 984 704	5 004 971 545	106,6
85	POLICE NATIONALE	104 101 082 472	52 050 541 236	25 790 208 004	49,5
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	38 570 300 000	19 285 150 000	8 795 160 339	45,6
III.	RECETTES DOMANIALES	2 217 320 956 798	1 108 660 478 399	1 176 320 670 723	106,1
27	DEFENSE NATIONALE	5 678 197 149	2 839 098 575	1 590 006 496	56,0
43	URBANISME ET HABITAT	29 909 222 844	14 954 611 422	22 217 511 200	148,6
48	MINES (Secr. Gén.)	1 680 939 431 910	840 469 715 955	824 735 888 681	98,1
49	HYDROCARBURES	54 088 366 828	27 044 183 414	23 921 126 028	88,5
55	AFFAIRES FONCIÈRES	132 071 555 170	66 035 777 585	43 910 421 642	66,5
56	ENVIRONNEMENT / SECR. GENERAL	314 634 182 897	157 317 091 449	259 945 716 675	165,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	136 633 974 205	68 316 987 102	56 690 424 816	83,0
74	PORTEFEUILLE	136 633 974 205	68 316 987 102	56 690 424 816	83,0
TOTAL DGRAD Hors Pétroliers		3 844 572 136 687	1 922 286 068 343	1 901 211 365 945	98,9

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2024

Le niveau de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2024 s'explique principalement par la non signature des arrêtés interministériels, conformes à l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour. Cette situation est tributaire de la gestion des affaires courantes par le Gouvernement précédent.

d. Recettes des pétroliers producteurs

Les recettes des pétroliers producteurs à fin juin ont été mobilisées à hauteur de **357,9 milliards de FC**, contre une prévision de six premiers mois de **312,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **114,7%**.

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration Financière dans le tableau 7.

Tableau 7 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2024

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	Tx REAL
I.	DGI	204 042 705 363	102 021 352 681	118 280 007 837	115,94
II.	DGRAD	420 103 993 852	210 051 996 926	239 599 634 055	114,1
	Pétroliers producteurs	624 146 699 215	312 073 349 607	357 879 641 892	114,7

Source : DGI et DGRAD, juin 2024

Ces réalisations comprennent notamment les recettes relatives à l'Impôt sur le Bénéfice et Profits (IBP) perçu par la Direction Générale des Impôts à hauteur de **118,3 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales de **239,6 milliards de FC**, constituées de la marge distribuable de **134,1 milliards de FC**, des royalties de **33,3 milliards de FC**, des dividendes onshore de **31,9 milliards de FC** et des participations offshore de **40,3 milliards de FC**.

e. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées principalement des obligations du trésor, ont été mobilisées à hauteur de **753,5 milliards de FC** au premier semestre, contre une prévision de **440,7 milliards de FC**, soit 117,0%.

Tableau 8 : Recettes exceptionnelles à fin juin 2024

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	Tx REAL
	Produits des emprunts intérieurs	881 415 167 967	440 707 583 984	753 538 000 000	171,0

Source : PTR fin juin 2024

1.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistrés à fin juin 2024 au titre

des recettes extérieures se chiffre à **3.623,6 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **5.959,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **60,8%**. Ce niveau se rapporte aux :

- Recettes d'appuis budgétaires d'un import de **471,6 milliards de FC** au titre de dons budgétaires ;
- Recettes de financement des investissements de **3.151,9 milliards de FC**, au titre de dons projets à hauteur de **1.003,9 milliards de FC** et d'emprunts projets de **2.147,9 milliards de FC**.

Ces décaissements sont repris dans le tableau 9 ci-dessous :

Tableau 9 : Recettes extérieures à fin juin 2024

Bailleurs / Prog. et Projets	LOI DE FINANCES 2024			
	VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
RECETTES D'APPUIS BUDGETAIRES	473 267 902 229	236 633 951 114	471 649 000 000	199,3
EMPRUNTS- PROGRAMME	267 168 976 276	133 584 488 138		
Banque Mondiale	267 168 976 276	133 584 488 138		
DONS BUDGETAIRES	206 098 925 953	85 874 552 480	471 649 000 000	457,7
Banque Mondiale	206 098 925 953	85 874 552 480	434 392 000 000	421,5
Allocations DTS			37 257 000 000	
RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	11 446 365 603 707	5 723 182 801 854	3 151 967 408 297	55,1
DONS PROJETS	7 519 436 140 572	3 759 718 070 286	1 003 994 011 174	26,7
Banque Africaine de Développement (BAD)	990 213 255 043	495 106 627 522	49 301 283 803	10,0
Banque Mondiale (B.M)	3 296 079 970 147	1 648 039 985 074	316 102 810 864	19,2
Union Européenne	29 673 912 092	14 836 956 046	118 526 616 893	798,9
France	295 886 470 445	147 943 235 223	18 431 922 043	12,5
Belgique	112 133 833 631	56 066 916 816	1 015 555 147	1,8
Canada	314 842 164 671	157 421 082 336	0	0,00
Allemagne	414 491 071 746	207 245 535 873	0	0,00
UNICEF	1 445 367 711 661	722 683 855 831	0	0,00
Grande Bretagne (Royaume uni)	149 280 726 938	74 640 363 469	0	0,00
GAVI	471 467 024 195	235 733 512 098	0	0,00
Organisation des Nations Unies (PNUD)			500 616 104 388	
EMPRUNTS PROJETS	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	2 147 973 397 123	109,4
Banque Africaine de Développement	1 468 913 185 238	612 047 160 516	47 475 891 109	6,5
Banque Mondiale	2 458 016 277 898	1 024 173 449 124	2 089 997 722 463	170,1
Inde			4 165 283 607	
Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole			6 334 499 944	
TOTAL	11 919 633 505 936	5 959 816 752 968	3 623 616 408 297	60,8

Source : Canevas des recettes, DGPPB, juin 2024

Les recettes d'appuis budgétaires ont été décaissées de la manière suivante :

- au titre de dons budgétaires : **471,6 milliards de FC** provenant essentiellement de la Banque Mondiale et des allocations DTS à hauteur de **434,4 milliards de FC** et **37,3 milliards de FC**.

S'agissant des recettes de financement des investissements, la ventilation des dons projets par bailleur se présente comme suit :

- Banque Africaine de Développement (BAD) : **49,3 milliards de FC** ;
- Banque Mondiale : **316,1 milliards de FC** ;
- Union Européenne : **118,5 milliards de FC** ;
- France : **18,4 milliards de FC** ;
- Belgique : **1,0 milliards de FC** ;
- PNUD : **500,6 milliards de FC**.

Les emprunts projets de **2.147,9 milliards de FC** ont été financés respectivement par :

- Banque Africaine de Développement (BAD) : **47,5 milliards de FC** ;
- Banque Mondiale : **2.089,9 milliards de FC** ;
- Inde : **4,2 milliards de FC** ;
- Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole : **6,3 milliards de FC**

1.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont constituées de recettes propres des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire, des hôpitaux généraux de référence et des budgets annexes reclassés.

A fin juin 2024, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **22,0 milliards de FC** contre une prévision de six mois de **360,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **6,1%**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Recettes des Budgets annexes à fin juin 2024

N°	SECTEUR	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL
1	ESU / Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur et Universitaire	348 314 000 000	174 157 000 000		
2	SANTE/Hôpitaux généraux de références	322 345 000 000	161 172 500 000		
	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	<u>49 761 000 000</u>	<u>24 880 500 000</u>		
	Cellule Technique des Coordination et de Planification / CTCPM	25 691 000 000	12 845 500 000	20 877 462 532	162,5
	Commission Nationale de l'Energie / CNE	4 098 000 000	2 049 000 000		
	Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et Petite Echelle / SAEMAPE	17 514 000 000	8 757 000 000		
	Centre Culturel Congolais LE ZOO	161 000 000	80 500 000		
	Conseil Supérieur du Portefeuille	2 297 000 000	1 148 500 000	1 133 361 825	98,7
	TOTAL	720 420 000 000	360 210 000 000	22 010 824 357	6,1

Source : DGPPB, ESU, Santé et Juin 2024

Il ressort de ce tableau que les recettes des budgets annexes réalisées comprennent **20,9 milliards de FC** pour la cellule technique de coordination et de Planification et **1,1 milliards de FC** pour le conseil supérieur du portefeuille.

1.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

A fin juin 2024, les recettes de cette catégorie se chiffrent à **275,7 milliards de FC** contre une prévision de six premiers mois de **1.449,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **19,0%**.

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale repris dans le tableau 11 ci-après :

Tableau 11 : Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2024

N°	RUBRIQUES	LOI DE FINANCES 2024			
		VOTEE	PREVISIONS 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx réal. (%)
1.	FONER	554 367 529 380	277 183 764 690	179 319 172 275	64,7
2.	Fonds de Promotion	17 948 229 300	8 974 114 650	3 606 820 819	40,2

	de l'Education (FPEN)				
3.	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	15 315 968 250	7 657 984 125	14 476 828 364	189,0
4.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	1 426 727 369 724	713 363 684 862		
5.	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	80 029 542 939	40 014 771 470	43 811 904 318	109,5
6.	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	67 937 113 176	33 968 556 588	14 724 351 146	43,3
7.	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	20 870 630 658	10 435 315 329	9 598 975 327	92,0
8.	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	379 000 000 000	189 500 000 000	10 145 151 429	5,4
9.	Fonds de Soutien et de Développement des FARDC et Services de Sécurité (FSD-FARDC)	296 974 084 921	148 487 042 460		
10.	Fonds d'Intervention pour l'Environnement	40 168 208 592	20 084 104 296		
	TOTAL	2 899 338 676 940	1 449 669 338 470	275 683 203 677	19,0

Source : DGPPB, Comptes Spéciaux, juin 2024.

1.2. Dépenses exécutées

Les dépenses de l'Etat exécutées à fin juin 2024 s'élèvent à **12.721,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **20.493,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **62,1%**.

Les dépenses du budget général se chiffrent à **12.424,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **18.683,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **66,5%**.

Les dépenses des budgets annexes, quant à elles ont été exécutées à hauteur de **22,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **360,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **6,1%**, tandis que celles des Comptes spéciaux se chiffrent à **275,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.449,7 milliards de FC** dégageant un taux d'exécution de **19,0%**.

1.2.1. Synthèse des Dépenses par titre

- Dette publique en capital : **927,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **573,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **161,7%** ;
- Frais financiers : **226,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **110,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **205,6%** ;
- Dépenses de personnel : **4.133,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.062,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,8%** ;

- Biens et matériels : **2.065,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.028,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,8%** ;
- Transferts et subventions : **1.159,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.211,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **52,4%** ;
- Dépenses d'investissements : **1.055,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **9.287,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **11,4%** ;
- Dépenses exceptionnelles : **2.856,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **410,0 FC**, soit un taux d'exécution de **696,7%**.

1.2.2. Dépenses du budget général par rubrique

Les détails de l'exécution du budget du pouvoir central par rubrique sont repris dans le tableau 12 ci-dessous :

Tableau 12 : Dépenses du Budget général par rubrique à fin juin 2024

Rubrique	Crédits Votés	Prév. Linéaires	Exécutés	Taux Exéc.
Bourse d'Études	10 000 000 000	5 000 000 000	0	0
Charges Communes	290 992 034 288	145 496 017 144	239 413 000 000	164,5
Contrepartie des Projets	100 978 000 000	50 489 000 000	0	0
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	820 000 000 000	410 000 000 000	2 856 383 538 083	696,7
Dette Publique	1 146 860 486 729	573 430 243 365	927 250 550 543	161,7
Financement des Réformes	75 000 000 000	37 500 000 000	0	0
Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	725 716 191 661	883 511 990 956	121,7
Fonctionnement des Ministères	2 212 474 615 407	1 106 237 307 703	942 495 083 696	85,0
Fonds de Péréquation	1 957 558 208 134	978 779 104 067	0	0
Frais Financiers	220 164 435 262	110 082 217 631	226 297 890 348	205,6
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 213 593 041 484	606 796 520 742	413 875 450 699	68,2
Investissements sur Ressources Extérieures	11 446 365 603 707	5 723 182 801 854	461 300 000 000	8,1
Investissements sur Ressources Propres	7 128 675 108 064	3 564 337 554 032	1 055 538 020 247	29,6
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 374 121 166 780	1 687 060 583 390	0	0
Mise à la Retraite	270 211 249 514	135 105 624 757	0	0
Rémunérations	8 125 021 236 950	4 062 510 618 475	4 133 756 897 598	101,8

Rubrique	Crédits Votés	Prév. Linéaires	Exécutés	Taux Exéc.
Rétrocession aux Administrations Financières	1 367 124 995 389	683 562 497 695	661 034 831 933	96,7
Subventions aux Organismes Auxiliaires	339 300 000 000	169 650 000 000	41 661 434 515	24,6
Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	11 375 000 000	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	15 240 000 000	0	0
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	453 163 898 213	42 935 158 079	9,5
TVA Remboursable	285 150 955 746	142 575 477 873	0	0
Total général	37 366 273 942 286	18 683 136 971 143	12 424 153 846 698	66,5

Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données des ESB à fin juin 2024

Il ressort de ce tableau que :

- 1) La bourse d'études, les dépenses de fonds de péréquation, les investissements sur ressources extérieures, les subventions aux services déconcentrés ainsi que la TVA remboursable, n'ont enregistré aucune exécution sur la période sous examen.
- 2) La rubrique dépenses de rémunérations a été exécutée à **101%** au premier semestre.
- 3) Les dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres ont été exécutées en dépassement soit **696,7%** et cela, pour faire face notamment à la guerre dans l'Est du pays.

1°. Charges communes

Les charges communes ont été exécutées à hauteur de **239,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **145,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **164,5%**.

Les dépenses liées aux charges communes ont permis de rencontrer notamment les besoins ci -après :

- la communication et télécommunication ;
- la location immobilière (baux et loyers) et satellite ;
- l'alimentation en eau et énergie électrique ;
- la prise en charge médicale des agents, cadres des ministères et autres ;
- les frais funéraires des cadres, agents de l'administration publique et autres personnalités.

2°. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Au premier semestre 2024, le Gouvernement de la République a débloqué **2.856,4 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **410,0 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **696,7%**.

3°. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2024, le paiement de la dette publique a été effectué à hauteur de **927,3 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **573,4 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **161,7%**.

La dette extérieure a été remboursée à hauteur de **225,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **102,0%** par rapport à la prévision linéaire de **221,4 milliards de FC**. La dette intérieure, quant à elle, a enregistré une exécution sur la période de **701,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **352,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **199,3%**.

Quant aux frais financiers, ils ont connu un taux d'exécution de 205,6%, découlant d'un import de **226,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **110,1 milliards de FC**.

Les frais financiers extérieurs sont exécutés à hauteur de **72,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **43,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **164,5%** et **153,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **66,1 milliards de FC** pour les frais financiers intérieurs, soit **232,9 %**.

Ces montants ont permis de payer essentiellement la créance de l'Etat envers la banque centrale, l'amortissement et les intérêts de la dette extérieure.

4°. Fonctionnement des institutions

Les dépenses de fonctionnement des institutions ont été exécutées à **121,7%**, soit **883,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **725,7 milliards de FC**.

Ces dépenses concernent notamment le fonds spécial d'intervention en faveur des institutions, les frais de fonctionnement ainsi que les frais secrets de recherche. Il s'agit de :

- Fonds spécial d'intervention en faveur de l'Assemblée nationale pour le mois de février : 14.000.000.000 de FC ;
- Paiement de la dotation en faveur de l'Assemblée nationale pour les mois de janvier (**14.000.000.000 de FC**) et février (**13 721 116 078 de FC**) ;

- Paiement relatif au frais de fonctionnement en faveur du Sénat pour les mois de janvier 2024 (**10.000.000.000 de FC**) et février (**10.000.000.000 de FC**) ;
- Paiement au titre de transfert de 10% au profit de l'IGF sur l'ensemble des rétrocessions payées aux administrations financières pour le mois de décembre 2023 : **10.352.264.772 de FC** ;

5°. Fonctionnement des ministères

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **942,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.108,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **85,0%**.

Ces dépenses exécutées portent essentiellement sur la :

- Prise en charge de la collation spéciale des FARDC pour le premier trimestre d'un import de **50,7 milliards de FC** en raison de **16,9 milliards de FC** par mois ;
- Prise en charge de la collation spéciale des PNC pour le premier trimestre d'un import de **39,3 milliards de FC** en raison de **13,1 milliards de FC** par mois ;
- Paiement au profit du SECOPE pour la prise en compte de 70.226 enseignants N.U au premier trimestre d'un import de **126,6 milliards de FC** en raison de **42,2 milliards de FC** ;

6°. Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques

A fin juin 2024, les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques renseignent une exécution de **413,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **606,8 milliards de FC**, dégageant un taux d'exécution de **68,2%**.

Ces interventions concernent notamment :

- Paiement au premier trimestre d'un montant de **15,0 milliards de FC** au titre de fonds de ménage en raison de **5,0 milliards de FC**
- Paiement au premier trimestre d'un montant de **65,4 milliards de FC** au titre de la quote-part du gouvernement à la CNSSAP en raison de **21,8 milliards de FC**

7°. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin se chiffrent à **4.133,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.062,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,8%**. Il

est à noter que ces rémunérations représentent **33,3%** des dépenses du budget général exécutées et **33,0%** des recettes courantes réalisées.

La politique salariale au premier semestre se résume essentiellement sur la prise en compte les actions ci-après :

- la régularisation des émoluments et primes des diplomates ainsi que du personnel consulaire ;
- l'augmentation des frais de fonctionnement des écoles et ceux lié aux fonds de ménages des forces armées et de la police ainsi que la contribution à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale des Agents Publics, CNSSAP.
- la prise en charge des nouvelles unités (enseignants) et des nouveaux établissements de l'EPST ;
- la correction et la mécanisation du personnel des établissements de l'ESU ;
- la prise en compte de la rémunération des certains agents du régime général des administrations publiques générales ;
- prise en compte de la rémunération de quelques unités des FARDC et de la PNC.

8°. Investissement sur ressources propres

A fin juin 2024, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à **1.055,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de l'ordre de **3.564,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **29,6%** ;

9°. Investissement sur ressources extérieures

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se chiffrent à **461,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de l'ordre de **5.723,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **8,1%**.

Les principaux projets d'investissements sur ressources extérieures réalisés au premier semestre sont les suivants :

- Stabilisation de l'Est pour la paix (STEP) : **67,2 milliards de FC** ;
- Appui à la relance de l'économie congolaise : **4,4 milliards de FC** ;
- Projet multisectoriel de nutrition et de santé : **201,5 milliards de FC** ;
- Aménagement de la route RN2 (Bukavu-Goma) : **16,4 milliards de FC** ;
- Appui aux infrastructures communautaires/STAR-EST : **27,7 milliards de FC** ;

- Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de la ville : **39,5 milliards de FC** ;
- Projet intégré de croissance agricole dans le grand lac : **13,1 milliards de FC** ;
- Réhabilitation des infrastructures socio-économique dans la région du centre phase II : **10,9 milliards de FC**.

10°. Transferts aux provinces et ETD

Les transferts aux provinces et ETD au titre de rémunération et fonctionnement sont exécutés à hauteur de **9,5%** à fin juin 2024. Ils se chiffrent à **42,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **453,2 milliards de FC**.

2.1. Budgets annexes

A fin juin 2024, les dépenses des budgets annexes se chiffrent à **22,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **360,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **6,1%**.

2.2. Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux ont été exécutées à hauteur de **275,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire **1.449,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **19,0%**.

2.3. Solde budgétaire

A fin juin 2024, le budget du pouvoir central renseigne un solde positif de **4.478,3 milliards de FC** résultant des recettes (hors emprunts et obligations) à hauteur de **17.200,2 milliards de FC** et les dépenses hors financement extérieur à hauteur de **12.721,9 milliards de FC**. Il sied de signaler que ce solde positif si important est plus lié à une masse importante passée hors chaîne non encore régularisée.

III. EXECUTION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL (PDL-145T)

Le présent point décrit l'évolution des activités liées à la mise en œuvre de la première phase du PDL-145T à fin juin 2024 relatives à la construction et équipement de 2.130 ouvrages scolaires, sanitaires et administratifs. Il ressort du rapport que malgré les multiples défis, le taux moyen d'exécution physique des travaux est de 63% et que 1.213 ouvrages sont actuellement en phase de finition, dont 828 totalement achevés et 385 en cours d'achèvement, ce qui représente 62 % des 1.971 sites démarrés.

III.1. Ressources mobilisées pour la Phase 1

A fin juin 2024, les ressources globales encaissées par les Agences d'Exécution (AE) depuis 2022 se présentent comme suit :

Tableau n°11 : Fonds reçus par les agences (en USD)

Agence d'exécution	Coût des activités	Fonds reçus		Gap à financer
		Ressources DTS	Autres	
PNUD	226 586 820,73	183 781 007,00	15 453 576,73	27 352 237,00
BCECO	240 252 724,85	170 540 377,00	-	69 712 347,85
CFEF	171 812 461,00	156 522 461,00	-	15 290 000,00
Montant total	638 652 006,58	510 843 845,00	15 453 576,73	112 354 584,85

Source : note explicative sur l'exécution du PDL-145 à fin juin/Ministère du Plan, juillet 2024

En comparant les ressources mobilisées de **526.297.421,73 USD** au coût global des activités éligibles de **638.652.006,58 USD** obtenu après réévaluation à l'issue des résultats des études de faisabilité et du processus de passation des marchés, il se dégage un gap à financer de **112.354.584,85 USD**. Cette augmentation des coûts initiaux s'explique essentiellement par l'accroissement des coûts des approvisionnements en matériaux et des frais logistiques liés aux difficultés d'accès aux sites des travaux, consécutivement à l'impraticabilité des routes conduisant aux sites, pour la plupart situés en zones enclavées, que le PDL-145T avait prévu de réhabiliter en amont.

III.2. Emplois des ressources DTS mobilisées

A fin juin 2024, les paiements en faveur des attributaires des marchés se chiffrent à hauteur de **387.519.813 USD** contre des ressources mobilisées de **510.843.845 USD (75,6% des fonds reçus)**, soit un solde de **123.324.032 USD** destiné à apurer les marchés publics des différents attributaires contractés par les agences d'exécution. Les détails des paiements sont repris dans le tableau n°14 ci-dessous.

Tableau n°14 : Utilisation des fonds reçus par les agences (en USD)

Agence d'exécution	Fonds reçus	Montant payé	Solde disponible engagé
PNUD	183 781 007	91 165 210	92 615 797
BCECO	170 540 377	169 027 379	1 512 998
CFEF	156 522 461	127 327 224	29 195 237
Montant total	510 843 845	387 519 813	123 324 032

Source : note explicative sur l'exécution du PDL-145 à fin juin/Ministère du Plan, juillet 2024

Etant donné que la comptabilité des projets est tenue sur la base des engagements, le solde des marchés ne peut être affecté à d'autres activités et les paiements se font en fonction de l'évolution des travaux et de l'exécution des contrats.

III.3. Exécution physique des travaux de la Phase I

En termes d'exécution physique, sur les **2.130** ouvrages à construire, les travaux ont effectivement démarré sur **1.971** sites, soit un taux de démarrage de **93%**.

Tableau n°15 : Taux d'exécution physique des travaux par agence

Libellé	PNUD	BCECO	CFEF	Moyenne
Ecoles primaires	47%	68%	76%	64%
Centres de santé	39%	65%	72%	59%
Bâtiments administratifs	51%	60%	87%	66%
Taux moyen d'exécution physique	46%	65%	78%	63%
Taux d'exécution financière	50%	99%	81%	

Source : note explicative sur l'exécution du PDL-145 à fin juin/Ministère du Plan, juillet 2024

A la date sous revue, **1.213** ouvrages (**62%** du total) sont en phase de finition, à raison de **828** totalement achevés et **385** en cours d'achèvement.

Tableau n°16 : Taux d'achèvement des ouvrages par agence

Libellé	PNUD	BCECO	CFEF	TOTAL
Nombre d'ouvrage en phase d'achèvement	159	125	101	385
Nombre d'ouvrages achevés	226	267	335	828
Total des ouvrages en finition	385	392	436	1 213
Nombre d'ouvrages démarrés	631	729	611	1 971
Taux d'ouvrages en finition	61%	54%	71%	62%

Source : note explicative sur l'exécution du PDL-145 à fin juin/Ministère du Plan, juillet 2024

En conclusion, les travaux de construction des écoles primaires, centres de santé et bâtiments administratifs avancent sur la majorité des chantiers. En effet, le taux moyen d'exécution physique des travaux est 63% et 1.213 ouvrages sont actuellement en phase de finition, dont 828 totalement achevés et 385 en cours d'achèvement, ce qui représente 62 % des 1.971 sites démarrés. En perspective, les écoles primaires démarrées devront pour la plupart être réceptionnées d'ici à fin septembre 2024 et les autres ouvrages (centres de santé et bâtiments administratifs) sont attendus à fin décembre 2024.

CONCLUSION

L'exécution de la Loi de finances 2024 au premier semestre s'est effectué dans un contexte marqué par l'amorce de la mise en œuvre du Programme d'actions du Gouvernement approuvé par l'Assemblée Nationale le 11 juin dernier, la persistance de la guerre à l'Est du pays à la suite de l'agression rwandaise, la crise russo-ukrainienne et la guerre au Moyen-Orient.

Au cours du premier semestre de l'année 2024, les recettes mobilisées ont permis de contenir les dépenses de la période. L'exécution du budget général à fin juin dégage un solde positif de **4.478,3 milliards de FC**, découlant des recettes de l'ordre de **17.200,2 milliards de FC** et des dépenses exécutées à hauteur de **12.721,9 milliards de FC**.

S'agissant des budgets annexes, les recettes réalisées se chiffrent à **22,0 milliards de FC**, en équilibre avec les dépenses y relatives.

Il en est de même des recettes des comptes spéciaux mobilisées à hauteur de **275,7 milliards de FC** en équilibre avec les dépenses y afférentes.

Le Gouvernement s'emploie à mobiliser plus de recettes pour permettre la poursuite de son Programme d'actions assis sur six piliers, en vue de réaliser une croissance économique susceptible d'améliorer les conditions sociales de la population.